

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Numéro de marché : 24-190-237

PLACE FORTE DE MONT-DAUPHIN

Accord-cadre à bons de commande de travaux de maçonnerie (dont maçonnerie de pierres de taille)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PROCEDURE DE PASSATION : Marché passé par procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1.1° du Code de la commande publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR : Centre des Monuments Nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des Monuments Nationaux.

SERVICE GESTIONNAIRE DU MARCHE : Direction de la conservation des monuments et des collections – Pôle opérationnel Sud

MAITRISE D'OEUVRE : Monsieur Laurent ALBERTI, Architecte Urbaniste de l'Etat, Conservateur des monuments nationaux, Direction de la conservation des monuments et des collections du Centre des monuments nationaux

M0 : mois de remise de l'offre finale (cf. date de signature de l'acte d'engagement par l'attributaire)

VARIATION DES PRIX : Révision

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Objet de l'accord cadre– Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur	5
1.1.1. Objet du présent CCAP	5
1.1.2. Contexte dans lequel s'inscrit l'opération	5
1.1.3. Présentation générale du programme des travaux	5
1.1.4. Domicile de l'entrepreneur et forme des notifications	5
1.2. Tranches et lots	5
1.2.1. Décomposition en tranches	5
1.2.2. Décomposition en lots	5
1.3. Définition des intervenants	5
1.3.1. Maîtrise d'ouvrage	5
1.3.2. Maîtrise d'œuvre	5
1.3.3. Contrôleur Technique	6
1.3.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)	6
1.3.5. Coordonnateur de Système de Sécurité Incendie (SSI)	6
1.3.6. Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)	6
1.3.7. Cellule de synthèse	6
1.4. Conditions générales d'exécution	6
1.4.1. Condition d'exécution des travaux	6
1.4.2. Comportement du personnel	7
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	7
2.1. Informations générales	7
2.2. Informations complémentaires sur les pièces contractuelles constitutives de l'accord cadre	7
2.2.1. Obligations de l'entrepreneur	7
2.2.2. Connaissance globale du projet	8
ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	8
3.1 – Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations – Règlement des comptes	8
3.2 Modalités de passation des commandes	10
3.3 Définition des prix unitaires	12
3.4 Modalité de règlement des comptes de l'accord cadre	12
3.4.1. Facturation	12
3.4.2. Acomptes sur approvisionnement	13
3.5. Variations dans les prix	13
3.5.1. Choix de l'index de référence	13
3.5.2. Modalités de révision des prix	13
3.5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée	14
3.6. Paiements des cotraitants et des sous-traitants	14
3.6.1. Cotraitants	14
3.6.2. Sous-traitants	14
ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION - PENALITES	14
4.1. Délais d'exécution des travaux	14
4.1.1. Délais d'exécution des bons de commandes	14
4.1.2. Prolongation du délai d'exécution	14
4.1.3. Abandon de travaux sans motifs	15
4.2. Pénalités pour retard	15
4.2.1. Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux	15
4.2.2. Mise en place des installations de chantier	15
4.2.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
4.2.4. Pénalités pour retard dans la remise des plans d'exécution	16
4.2.5. Pénalités pour absence du responsable de chantier	16
4.2.6. Pénalités pour absence au rendez-vous de chantier	16

4.2.7. Pénalités pour défaut de nettoyage	16
4.2.8. Pénalités pour non-respect des remarques du coordonnateur SPS.....	16
4.2.9. Pénalités pour retard dans la réception du devis	17
4.3. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	17
4.4. Permis de Feu.....	17
 ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	 17
5.1. Retenue de garantie	17
5.2. Avance.....	17
 ARTICLE 6 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	 18
6.1. Provenance des matériaux et produits	18
6.1.1. Matériaux traditionnels	18
6.1.2. Matériaux et procédés non traditionnels ou nouveaux	18
6.2. Echantillons/Prototypes	19
 ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	 19
 ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	 19
8.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	19
8.2. Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail	19
8.2.1. Production des plans d'exécution.....	20
8.2.2. Circulation des PEO	21
8.2.3. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	21
8.2.4. Etudes de synthèse.....	22
8.2.5. Procédure des visas.....	22
8.3. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	23
8.4. Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers.....	23
8.4.1. Caractéristiques de l'installation de chantier	23
8.4.2. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité	25
8.5. Etat des lieux	27
8.6. Dégradations sur existant	27
8.7. Exécution des travaux.....	27
8.8. Occupation temporaire du domaine public ou privé	28
8.9. Dégradations causées aux voies publiques	28
8.10. Protection	28
8.10.1. Protection des existants et avoisinants.....	28
8.10.2. Protection des ouvrages exécutés	28
8.11. Responsabilité des ouvrages (détériorations ou vol).....	28
8.12. Nettoyages.....	29
8.13. Protection contre les nuisances sur le site.....	29
8.14. Compte des dépenses communes (compte prorata).....	29
 ARTICLE 9 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	 29
9.1. Essais et contrôles des ouvrages	29
9.2. Réception – Levées des réserves	29
9.2.1. Réception	29
9.2.2. Opérations préalables à la réception (OPR)	30
9.2.3. Levées des réserves	30
9.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	31
9.4. Réceptions partielles.....	31
 ARTICLE 10 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	 31
10.1. Responsabilités	31
10.2. Assurances.....	31
10.2.1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes.....	31

10.2.2. Autres assurances individuelles	32
10.2.3. Dispositions communes aux articles 10.2.1 et 10.2.2	32
ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE	34
11.1 Confidentialité	34
11.2 Protection des données à caractère personnel	35
ARTICLE 12 – RESILIATION	35
ARTICLE 13 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD CADRE	36
ARTICLE 14 – CLAUSE DIVERISTE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	36
14.1 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »	36
14.2 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN	36
14.3 Collaboration du titulaire en cas de signalement	37
ARTICLE 15 – DEROGATIONS APPORTEES AU CCAG PAR LE PRESENT CCAP	37
ANNEXE RELATIVE AU SERVICE D'ECHANGE ELECTRONIQUE DE GESTION FINANCIERE DES TRAVAUX	38

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DE L'ACCORD CADRE – EMBLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

1.1.1. Objet du présent CCAP

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définit les modalités d'exécution des travaux de maçonnerie (dont maçonnerie de pierres de taille) pour la place forte de Mont-Dauphin. Ces travaux font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, conclu conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

1.1.2. Contexte dans lequel s'inscrit l'opération

La gestion de la Maîtrise d'Ouvrage par le Centre des Monuments Nationaux (CMN) d'une centaine de monuments en France implique le lancement de nombreux accords-cadres de maçonnerie, notamment de pierres de taille. Cet accord-cadre concerne la place forte de Mont-Dauphin, particulièrement nécessiteuse.

1.1.3. Présentation générale du programme des travaux

Le programme comprend uniquement des travaux de réparation à l'identique.

1.1.4. Domicile de l'entrepreneur et forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique ou postale des parties mentionnée dans l'Acte d'Engagement.

1.2. TRANCHES ET LOTS

1.2.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.2.2. Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3. DEFINITION DES INTERVENANTS

1.3.1. Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Direction de la conservation des monuments et des collections du Centre des Monuments Nationaux.

1.3.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par l'architecte urbaniste en chef de l'Etat, conservateur des monuments nationaux, au sein de la Direction de la Conservation des Monuments et des Collections au Centre des Monuments Nationaux.

L'ensemble des prestations graphiques et écrites et plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constituent le dossier de consultation. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge de chaque entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution.

Le titulaire doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. L'entrepreneur doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution telle que descentes de charges...

Tous les documents graphiques et écrits non joints au dossier de consultation, mais nécessaires à la réalisation des travaux, (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier, etc.) sont à la charge des entreprises.

1.3.3. Contrôleur Technique

Sans objet.

1.3.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)

Sans objet.

1.3.5. Coordonnateur de Système de Sécurité Incendie (SSI)

Sans objet.

1.3.6. Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

Sans objet.

1.3.7. Cellule de synthèse

Sans objet.

1.4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

1.4.1. Condition d'exécution des travaux

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que les travaux seront à réaliser en site occupé et en exploitation et qu'il devra prévoir un phasage et des protocoles de travaux compatibles avec la continuité d'exploitation du monument.

L'entrepreneur doit impérativement faire respecter à son personnel les prescriptions techniques et environnementales définies dans les documents techniques du marché.

En outre, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors de des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques,
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains, aux agents du centre des monuments nationaux et aux visiteurs, pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur technique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.),
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc.),
- poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois,

- débris divers et gravats provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers,
- état défectueux des voies et accès, boues et gravats, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations,
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

1.4.2. Comportement du personnel

Les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre se réservent le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont listées dans l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement des travaux faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement.

Sauf à avoir signalé, lors de la remise de son offre, les erreurs ou aberrations éventuelles contenues dans le dossier de consultation, l'entreprise est tenue d'exécuter, dans le respect des prix unitaires prévus dans l'accord-cadre, sans exception ni réserve, tous les travaux relevant de sa profession qui sont nécessaires et indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

Les spécifications non portées aux CCTP mais inscrites sur les plans et inversement sont réputées équivalentes et sont dues au titre du marché.

Dans le cas où il serait impossible de lever d'éventuelle contradiction à l'aide de documents de même niveau de priorité, la prescription la plus logique sera prise en compte.

2.2. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES PIÈCES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.2.1. Obligations de l'entrepreneur

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) décrit les travaux qui pourront être commandés dans le cadre du présent marché conclu sous la forme d'un accord-cadre exécuté par bons de commande. L'entrepreneur est tenu d'inclure toutes les fournitures et prestations nécessaires au parfait achèvement des prestations ainsi commandées.

Toute imprécision ou discordance entre les plans établis par la maîtrise d'œuvre et la description des ouvrages fixée dans les CCTP doit être signalée par écrit au maître d'œuvre, qui apportera les rectifications et/ou précisions nécessaires avant l'exécution des travaux correspondant aux bons de commande.

En acceptant un bon de commande, l'entrepreneur s'engage à exécuter l'ensemble des travaux nécessaires pour le parfait achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art, à la réglementation en vigueur et au contenu des CCTP. Cet engagement couvre également les travaux indispensables qui, bien que non explicitement mentionnés dans les CCTP, sont nécessaires à la réalisation des ouvrages conformes.

De plus, si un ou plusieurs points du projet ne respectent pas une réglementation en vigueur, l'entreprise doit le signaler au moment de l'émission de son offre initiale. À défaut de mise en garde, elle est réputée accepter l'intégralité du projet et s'engage à exécuter les travaux conformément aux normes applicables pour chaque bon de commande.

2.2.2. Connaissance globale du projet

Pour la consultation, le titulaire reçoit, outre les documents généraux de l'opération, les documents établis par le maître d'œuvre, l'informant sur la nature des travaux. Il doit avoir une parfaite connaissance de la situation du monument, des conditions d'accès et de circulation, des contraintes d'installation et de sécurité, des règlements applicables sur le site.

Il doit prendre connaissance de l'ensemble du projet et s'informer très exactement des répercussions éventuelles des travaux d'autres entreprises sur le même site.

Il devra éventuellement prendre connaissance des prescriptions archéologiques pour prendre en compte leurs conséquences sur ses travaux, dans l'établissement de ses bons de commandes, lorsqu'il y en aura.

Aucune contestation ne sera admise après la conclusion du marché, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des difficultés, notamment d'approvisionnement et de mise en œuvre.

Le titulaire est donc réputé avoir contrôlé toutes les indications du dossier, avoir visité les lieux et étudié les dispositions à adopter pour l'installation et l'organisation du chantier.

Le fait de remettre une offre constitue pour le titulaire un engagement de respecter ladite conception et les diverses prescriptions des documents techniques, sans pour autant le décharger de sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 – CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES

3.1.1. Contenu des prix

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires du bordereau de prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre aux quantités de prestations réalisées et dûment constatées par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Ces prix incluent toutes les sujétions indiquées à l'article 10.1 du CCAG Travaux et tiennent notamment compte :

- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés ERP, IGH, monuments historiques etc. ;
- des intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites indiquées à l'article 4.1.2 du présent CCAP,

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement,
- des interruptions de travail nécessitées par la circulation routière, piétonne aux alentours. Il prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne réaliser aucune gêne, l'entrepreneur devra veiller à ce que les échafaudages ne constituent pas un accès au bâtiment par des personnes étrangères à l'entreprise
- de l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser,
- de l'obligation d'emploi des matériaux de choix,
- des précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de la construction,
- des moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et notamment sur les échafaudages sur la voie publique,
- des frais découlant de l'obtention d'un « permis de feu » impliquant pour l'entrepreneur de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites,
- des frais d'installations de chantier, d'accès d'échafaudages, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP, au CCAP
- des frais d'assurances mentionnés dans le présent CCAP,
- des frais d'établissement des études d'exécution,
- des frais d'établissement des documents fournis après exécution,
- des frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets, gravois, qui seront effectués selon un rythme minimum qui sera précisé à l'entrepreneur au démarrage du chantier,
- des frais d'établissement du ou des PPSPS par le titulaire et ses éventuels sous-traitants,
- des frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons,
- des frais de coordination à charge du mandataire (pour les groupements d'entreprises),
- des frais de reproduction des plans PEO et DOE et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies aux articles correspondants du présent CCAP,
- des frais d'établissement des devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage,
- des dépenses communes de chantier
- des frais et taxes à la charge des entreprises relatifs aux travaux de raccordement des concessionnaires,
- des frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre, concernant notamment la reprise des plans non conformes,
- des frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ainsi que ceux relevant des assurances,
- des frais de réalisation des sondages éventuels supplémentaires et des relevés d'état des lieux,
- des frais de formation du personnel du Centre des Monuments Nationaux pour la conduite, la maintenance et l'entretien des installations.

L'entrepreneur doit prendre les plus grandes précautions pour que les travaux n'apportent pas de nuisances (bruits, salissures, détériorations, difficultés d'accès, ...) et en particulier en ce qui concerne la protection du public.

L'entrepreneur est tenu de reconnaître les lieux dans lesquels s'exécuteront ses travaux : aucune indemnité ne sera accordée du fait de sujétions rencontrées en cours d'exécution.

L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux d'implantations des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, et de leurs particularités (notamment les lieux d'implantation des installations de chantier),
- lorsqu'elle est prévue lors de la consultation avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux de travaux, aux accès et aux abords, et à la nature des existants, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au

fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques et privées, stockages des matériaux, etc.),

- avoir contrôlé toutes les indications portées sur les documents du dossier de consultation des entreprises, celles données par les plans, les dessins de détail et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'œuvre, et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, ERDF, GRDF, etc.).

3.1.2. Elaboration de prix nouveaux

Dans l'hypothèse où les prix des prestations non prévues à l'accord-cadre ne pourraient être assimilés à ceux des prestations figurant dans le libellé du BPU, ces prix seraient librement débattus entre les parties (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre et entreprise).

Leur établissement se basera sur l'application d'un coefficient aux fournitures et matériaux ainsi que le décrit l'article 01.12 du CCTP.

Ces prix devront être justifiés par des sous détails de prix unitaires.

Ces prix seront ramenés au mois d'établissement des offres (mois m0) afin de suivre les mêmes variations des prix exprimés ci-après à l'article 3.5.

Enfin, ces prix nouveaux seront rendus contractuels au moyen d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires.

3.2 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

3.2.1 Etablissement du Devis (quantitatif et estimatif)

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande qui seront émis par le Maître d'ouvrage au fur et à mesure des besoins.

La passation de chaque commande fera l'objet, au préalable, d'un devis (quantitatif – estimatif) établi par le titulaire, sur demande du maître d'ouvrage.

Les devis quantitatif et estimatif sont établis, après demande du Maître d'ouvrage et après communication au titulaire des renseignements et documents nécessaires à l'établissement du devis, suivant les prix unitaires du BPU ou hors BPU, le cas échéant et dans le cadre de l'article 3.1.2 du présent document.

Le délai imparti d'établissement du devis sera précisé au titulaire au cas par cas.

Le titulaire adressera au Maître d'ouvrage par mail son devis chiffré sur papier à en-tête de l'entreprise.

Le devis restera valable pendant 90 jours, à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage.

Les renseignements obligatoires à faire figurer sur les devis seront les suivants :

- la référence du présent accord-cadre, en mentionnant explicitement son numéro,
- la date du devis,
- l'objet du bon de commande avec la nature des prestations à réaliser,
- le détail des prestations par poste, reprenant strictement la nomenclature du bon de commande
- les quantités de prestations à réaliser, par poste,
- les n° de référence des postes du BPU
- le prix unitaire de chaque poste et le montant total HT
- le montant total du devis, le montant de la TVA et le montant TTC

- le délai global d'exécution des travaux avec la date prévisionnelle de démarrage des travaux
- Le cas échéant, la désignation du ou des sous-traitants avec l'identification des prestations sous-traitées et leurs montants,

3.2.2 Emission des bons de commande et exécution des travaux

Sur la base des devis (quantitatifs estimatifs) acceptés, le Maître d'ouvrage, afin de concrétiser son accord, émettra des bons de commande.

Le montant du bon de commande sera établi sur la base du montant du devis éventuellement rectifié. Ce montant deviendra global et forfaitaire.

Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de négocier et d'ajuster les prix du devis pour chaque bon de commande en prenant en compte les conditions particulières (difficultés d'accès et le volume des travaux en particulier).

Les bons de commande seront adressés au Titulaire par messagerie électronique attestant de la date de transmission (courriel avec accusé réception du titulaire, messagerie PLACE, ...).

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- la référence du bon de commande,
- la date d'émission du bon de commande,
- la référence du présent accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro,
- le lieu d'exécution des prestations,
- l'objet de la commande avec la nature des prestations à réaliser,
- le montant total du bon de commande lequel constitue la limite de dépense pour la commande, le montant de la TVA et le montant TTC
- le délai global d'exécution des travaux et sa date de démarrage des travaux établis par le Maître d'œuvre,
- la signature du Maître d'Ouvrage.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d'Ouvrage, dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG - Travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont notifiées, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de modifier les prestations en cours d'exécution. Cette modification sera concrétisée par un bon de commande rectificatif ou complémentaire sur lequel sera rappelé le numéro et la date du bon de commande initial et indiqué le détail des prestations nouvelles demandées, le nouveau délai d'exécution, les nouveaux documents attendus ou livrables et le nouveau montant de la commande. Ce nouveau bon de commande respectera les mêmes dispositions décrites au présent article que le bon de commande initial.

L'arrêt de l'exécution de tout ou partie des prestations, objet du bon de commande, pourra être décidé par le Maître d'Ouvrage, et notifiée au titulaire. La décision d'arrêter les prestations ne donnera lieu à aucune indemnité. Les prestations réalisées et validées seront payées.

La décision d'interrompre l'exécution d'un bon de commande n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

Postérieurement à la date d'expiration de l'accord-cadre, le Titulaire sera tenu d'exécuter, aux conditions du marché ou du bon de commande, les prestations qui lui auraient été prescrites avant cette date, dans le délai mentionné dans le bon de commande, étant précisé que ce délai ne pourra en aucun cas excéder le temps nécessaire pour leur réalisation.

3.3 DEFINITION DES PRIX UNITAIRES

Les prix du bordereau de prix unitaires sont des prix composés.

Ils comprennent toutes les sujétions et fournitures destinées à constituer des prestations complètement terminées.

Les prix s'appliquent à l'unité de mesure sans que celle-ci puisse être affectée d'aucune plus-value ou majoration sauf indications contraires des libellés du bordereau.

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations telles que décrites dans le Bordereau de Prix Unitaires ;
- de la législation du travail ;
- des moyens individuels réglementaires destinés à assurer la sécurité des travailleurs ;
- des difficultés résultant de l'accès au chantier et de sa localisation sur le site ;
- des sujétions liées à l'exécution des prestations en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les sites où sont effectués les prestations ;
- des sujétions liées à l'exécution des prestations dans un domaine classé Monument Historique
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, les végétaux, le mobilier et plus généralement de tous les ouvrages environnants.
- des dépenses de réparation et de remise en état de ces ouvrages éventuellement détériorés;
- des protections destinées à assurer la sécurité des personnes et des biens (ex : barriérage, balisage de la zone d'intervention par piquet et rubalise ou équivalent, etc.) ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution des prestations.
- des dépenses liées à l'évacuation des déchets résultant de l'exécution des prestations;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des prestations dans les règles de l'art.
- des frais de transports.
- des frais d'études éventuellement nécessaires à l'exécution des prestations et à soumettre au Maître d'ouvrage ;
- des frais découlant du contrôle éventuel de la qualité des matériaux mis en œuvre qui peut être requis par le Pouvoir Adjudicateur, lorsque celui-ci n'est pas prévu spécifiquement dans un article du bordereau des prix unitaires ;
- Les frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire.

Il est précisé que les personnels ouvriers devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les zones désignées pour l'exécution de leurs prestations et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du domaine. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

3.4 MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES DE L'ACCORD-CADRE

3.4.1 Facturation

Les prestations sont réglées par tout moyen prévu par la comptabilité publique, étant précisé que :

- Si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à un mois, les comptes sont réglés en une seule fois après réception des travaux.
- Si le délai d'exécution des travaux est supérieur à un mois, les comptes sont réglés sur demande d'acomptes mensuels. Le solde du bon de commande est versé après réception des travaux.

S'agissant de la facture de solde du bon de commande valant projet de décompte final, le titulaire la notifie, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général suivant les modalités fixées dans le CCAG-Travaux applicable.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, les délais de 10 jours prévus par cet article sont portés à un délai de 21 jours. Il est aussi dérogé au délai des 10 jours de l'article 12.4.2 qui est porté à un délai de 21 jours.

Par ailleurs, le titulaire a l'obligation de présenter ses situations par le biais d'un système de dématérialisation de la gestion des situations (EDIFLEX), accessible en ligne (internet), mis en place par la personne publique et dont les dispositions sont précisées en annexe du présent CCAP. Ces dispositions dérogent aux articles 3 et 12 du CCAG – Travaux, pour ce qui concerne les modalités de transmission des décomptes.

En cas de non-respect du formalisme de transmission, notamment l'utilisation du système EDIFLEX tel que défini dans les annexes de ce contrat, aucun délai (particulièrement ceux visés dans l'article 12 du CCAG précité) ne saurait courir. Cette règle vise à maintenir l'intégrité et la fluidité du processus de gestion et de suivi des travaux, essentiels pour la réalisation des objectifs contractuels.

3.4.2. Acomptes sur approvisionnement

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

3.5. VARIATIONS DANS LES PRIX

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres figurant à l'Acte d'Engagement. Si la procédure a donné lieu à une négociation, la valeur à prendre en compte sera celle correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire. Ce mois est appelé "mois zéro".

3.5.1. Choix de l'index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leur structure et pris en compte pour chaque lot sont les suivants :

DESIGNATION	Index BT
Travaux de maçonnerie, pierre de taille	BT 50

[Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 | Insee](#)

3.5.2. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisibles une fois par an au 1^{er} janvier lors du renouvellement de l'accord-cadre par application d'un coefficient donné par la formule de révision suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 I_n/I_0$$

Les index I_n , et I_0 sont les index de révision pris respectivement au mois de révision et au mois M0 de l'accord-cadre.

3.5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.6. PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.6.1. Cotraitants

Conformément à l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux, en cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte.

3.6.2. Sous-traitants

Pour les sous-traitants ayant droit au paiement direct, il sera fait application des articles L.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

4.1. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.1. Délais d'exécution des bons de commandes

Chaque bon de commande fera l'objet d'un délai d'exécution propre. A ce titre, seront mentionnés dans chacun des bons de commande la date de démarrage des prestations, le délai global d'exécution des travaux, et le cas échéant une date limite d'exécution des travaux.

Une période de préparation sera intégrée au délai. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux elle pourra varier de 15 à 30 jours en fonction de la complexité et de la masse des travaux objets du bon de commande.

En raison de la nature des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre et de la nécessité de ne pas retarder ou interrompre les services où les prestations doivent être exécutées, les délais devront être rigoureusement respectés.

4.1.2. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution fixés dans un bon de commande pourront être modifiés par un bon de commande rectificatif dans les conditions prévues à l'article 3.2.2 du présent CCAP ou, le cas échéant, un Ordre de service de prolongation.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG- Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à sept (2) jours par mois d'intervention.

Les intensités limites qui ouvrent droit aux intempéries sont les suivantes :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure à – 5 degrés C° pendant plus de trois heures consécutives
Pluies	Supérieure à 20 mm par jour

Vents	Supérieure à 60 km/h pendant plus de 4 heures consécutives durant les heures de travail normales de l'entreprise
Neige	Pas d'intensité limite

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météo la plus proche seront pris en compte.

4.1.3. Abandon de travaux sans motifs

Compte tenu des impératifs de fonctionnement du monument en exploitation, si l'entreprise, sans excuse de force majeure, ne commence pas ses travaux à la date prévue alors que le chantier lui aurait été mis à disposition ou si elle les interrompt sans motif accepté par le Maître d'œuvre, ce dernier (ou le Maître de l'ouvrage) se réserve le droit, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et 24 heures après le retour de l'avis de réception, d'assigner l'entreprise en référé même d'heure à heure, afin :

- 1) d'obtenir la nomination d'un expert pour notamment constater l'état d'abandon du chantier ou la suspension des travaux,
- 2) d'autoriser la continuation des travaux par toute entreprise du choix du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante.

4.2. PENALITES POUR RETARD

Le présent article 4.2 déroge intégralement à l'article 19 du CCAG-Travaux comme suit :

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où deux types de pénalités seraient susceptibles de s'appliquer à une même situation, la pénalité la plus fortes sera appliquée.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Une fois le montant de la pénalité déterminée, la pénalité sera appliquée au titulaire soit par l'émission d'un avoir par le Titulaire, soit par l'émission d'un titre de recettes par le Pouvoir adjudicateur, soit par prélèvement sur les sommes dues au Titulaire. Le choix se fera entre le Titulaire et le service gestionnaire du marché.

Sauf mention contraire, les pénalités s'appliquent sur simple constat sans qu'il soit nécessaire d'inviter le titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, quel que soit leur montant, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités appliquées au titulaire ne fait l'objet d'aucun plafonnement.

4.2.1. Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, la pénalité journalière est de 1/1000ème du montant HT du bon de commande par jour calendaire de retard. Les pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre.

4.2.2. Mise en place des installations de chantier

En cas de retard dans le délai de mise en place, mise en conformité ou modification des installations de chantier, les entrepreneurs sont passibles de l'application d'une pénalité calculée à raison de 300 euros HT par jour calendaire de retard.

4.2.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par ces installations sont compris dans le délai d'exécution de chaque bon de commande.

A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 300 euros HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, le délai de 30 jours est ramené à 10 jours, après mise en demeure.

4.2.4. Pénalités pour retard dans la remise des plans d'exécution

En cas de retard, constaté par le Maître d'œuvre par une entreprise dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité pour retard intermédiaire et pour retard de démarrage et fin de tâches, égale à 1/1000ème du montant HT du bon de commande par document et par jour calendaire de retard.

4.2.5. Pénalités pour absence du responsable de chantier

Il est rappelé à l'entreprise que le bon déroulement des travaux dans les délais impartis, oblige la présence effective d'un responsable ou chef de chantier sur le site à temps complet.

Ce dispositif permet une gestion efficace du personnel de l'entreprise sur le chantier et permet à l'entreprise de répondre immédiatement aux besoins urgents et spécifiques que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre pourrait avoir à résoudre pendant l'exécution des travaux.

En cas d'absence du responsable ou chef de chantier sur le site pendant la phase travaux, le Maître d'œuvre applique une pénalité qui sera de 300 euros HT par jour d'absence.

4.2.6. Pénalités pour absence au rendez-vous de chantier

Chaque absence non justifiée au rendez-vous de chantier, d'études, de coordination, de visite de chantier auxquels les entrepreneurs auront été convoqués sera sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 150 euros HT.

4.2.7. Pénalités pour défaut de nettoyage

Tout retard dans le nettoyage du chantier et/ou du monument en exploitation et dans l'évacuation de gravois en dehors du chantier sera sanctionné par une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire de retard.

4.2.8. Pénalités pour non-respect des remarques du coordonnateur SPS

Dans le cas où un coordonnateur SPS aura été nommé par le maître d'ouvrage, le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux, les matériaux ou les remarques du coordonnateur SPS seront sanctionnés par une pénalité de 250 euros HT par jour calendaire aux entrepreneurs contrevenants et sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.

L'entrepreneur s'engage à saisir sans délai le représentant du Maître d'Ouvrage en cas de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 500 euros HT.

4.2.9. Pénalités pour retard dans la réception du devis

En cas de non-respect du délai prévu dans la demande de devis ou délai fixé dans le présent CCAP : 50 euros HT par jour de retard.

4.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

L'entrepreneur remettra les dossiers des ouvrages exécutés, à la fin de l'exécution des travaux pour chaque bon de commande, ainsi que ceux énoncés à l'article 40 du CCAG-Travaux, dans les délais prévus au même article.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, tout retard dans la production du DOE entraînera une pénalité d'un montant égal à 5 % du montant HT du bon de commande par jour de retard, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

4.4. PERMIS DE FEU

L'entrepreneur sera tenu de demander au maître d'œuvre, la délivrance d'un permis feu à établir en TROIS (3) EXEMPLAIRES, dont un destiné au maître de l'ouvrage. L'entrepreneur fournira le document vierge.

De ce permis découle, pour les entrepreneurs, l'obligation de disposer sur ce chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le maître d'œuvre.

Tout ouvrage de soudure et/ou meulage sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

5.2. AVANCE

Le présent article déroge à l'article 10 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance de 10 % du montant du bon de commande peut être accordée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai des travaux visés par le bon de commande est supérieur à deux mois.

Le titulaire indiquera, dans l'acte d'engagement, s'il refuse ou non le versement de cette avance.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes, révision exclue, présentées par le titulaire, atteindra ou dépassera 50 % du montant initial (TTC) du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (TTC) du bon de commande. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Les avances versées aux sous-traitants viennent en déduction de l'avance versée au titulaire.

ARTICLE 6 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre a le droit, à tout moment, de demander à l'entrepreneur les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF.

Sous réserve de conformité avec les prescriptions du CCTP et acceptation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fourniture d'origine étrangère pourra être envisagée.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union Européenne et pour les produits d'autres provenances sous réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de la commission ad hoc du C.S.T.B. pour ce qui concerne les ouvrages de bâtiment.

Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser l'entrepreneur à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retards des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

6.1.1. Matériaux traditionnels

L'exécution des travaux de technique traditionnelle devra être conforme aux prescriptions :

- des Documents Techniques Unifiés et en particulier de leur :
 - Cahier des Charges ou Cahier des Clauses Techniques,
 - Cahier des Clauses Spéciales
- des Règles ou Recommandations professionnelles ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques, en l'absence de DTU.

Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises ou européennes en vigueur. Les DTU et normes applicables seront ceux dont le mois de prise d'effet, figurant sur le document, est antérieur de deux mois à celui du lancement de la consultation.

6.1.2. Matériaux et procédés non traditionnels ou nouveaux

L'emploi de matériaux, procédés ou équipements qui relèvent :

- d'une technique non traditionnelle, sera subordonné à la délivrance d'un « Avis Technique » par le C.S.T.B., confirmé par une décision favorable de l'A.F.A.C. (Association Française des Assureurs Construction) et souscription d'un avenant à la Police Individuelle de Base (P.I.B.) de l'entrepreneur,
- d'une technique nouvelle sera subordonnée à l'existence d'un « Cahier des Prescriptions de Pose du fabricant » approuvé par un Bureau de Contrôle Technique, avec souscription par le fabricant d'une « Police Spéciale » et par les applicateurs agréés d'avenants à leur P.I.B.

6.2. ECHANTILLONS/PROTOTYPES

Il appartiendra à l'entrepreneur de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés aux CCTP.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque le CCTP prévoit des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par l'entrepreneur avec les matériaux de référence prescrits aux CCTP appartiendra au maître d'œuvre.

En cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence prescrits au CCTP.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées sous la responsabilité de l'entrepreneur de telle façon que pour chaque échantillon présenté et compte tenu d'un délai d'examen de deux semaines, aucun retard ne soit entraîné, si comme indiqué à l'alinéa précédent, le matériau de référence devait s'imposer.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 4.2 ci avant.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre concerné sur les échantillons présentés, consigné sur un registre réservé à cet effet.

ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les piquetages seront réalisés conformément à l'article 27 du CCAG travaux.

ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation est incluse dans le délai global d'exécution des travaux figurant dans chaque bon de commande en application de l'article 4.1.1 du présent CCAP.

8.2. PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL

Suivant les prestations, objet du bon de commande, le titulaire pourra être consulté sur la base d'un dossier comprenant des plans de projet et des spécifications techniques détaillées définissant le principe des ouvrages. L'entrepreneur a par conséquent à sa charge la réalisation des plans d'exécution des ouvrages (PEO) complémentaires du dossier marché qui doivent être portés au visa du maître d'œuvre, et, le cas échéant, du contrôleur technique, l'entrepreneur gardant la responsabilité du projet de l'ouvrage. Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité pour ce qui est de la conception tertiaire et de l'exécution des travaux.

Sur la base des documents signés du dossier établi par la maîtrise d'œuvre, le titulaire devra établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG – Travaux, les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les plans de réservations, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, plans de réservation, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SSI suivant la cadence, les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point en accord avec le maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

En application de l'article 29.1.5 du CCAG – Travaux, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SSI sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler ; refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et/ou le contrôleur technique et/ou le coordonnateur SSI, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur est tenu de :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions de l'accord-cadre, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves fondées nécessitant une reprise du ou des plans par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

Seules les reprises d'études résultant de modifications apportées par le maître d'œuvre postérieurement à la date d'établissement des plans initiaux pourront faire l'objet d'une rémunération supplémentaire.

8.2.1. Production des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants.

Notes de calcul : les notes de calculs devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La maîtrise d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SSI.

Chaque document sera fourni en 2 exemplaires tirages papier noir plié et un exemplaire numérique sur clé USB ou disque dur étant précisé que les plans seront établis obligatoirement informatiquement au format DWG et PDF.

Tous les plans devront comporter leur propre numéro d'identification. Ces numéros seront fournis, à la demande, par le Maître d'œuvre, ainsi que les feuilles correspondantes de nomenclature des documents établis, que l'entrepreneur remettra dûment renseignés.

Les plans généraux (plans d'ensemble et d'implantation) seront réalisés au format DWG et livrés également en pdf.

En fin d'opération, à la remise du DOE, l'entrepreneur fournira, pour ces plans, un exemplaire numérique sur clé USB ou disque dur, au format DWG et PDF.

8.2.2. Circulation des PEO

Les PEO devront être obligatoirement transmis pour V.S.O. ou V.A.O. :

- au Maître d'œuvre,
- le cas échéant au Bureau de Contrôle,
- le cas échéant au coordonnateur SSI,

Les observations sur les PEO seront centralisées pour transmission à l'entrepreneur par le maître d'œuvre.

8.2.3. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

En complément des dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé ce qui suit :

Pour les bons de commande dont le montant inférieur ou égal à 30 000,00 € HT :

Sur demande du Maître d'œuvre, à réception des prestations, objet du bon de commande, le titulaire devra présenter un dossier d'intervention en 3 exemplaires « papier » et 1 exemplaire sous format informatique (PDF) comprenant tout ou partie des éléments nécessaires à la justification de la facturation et à toute intervention ultérieure sur le même site.

Pourront y figurer (liste non exhaustive) :

- Les fiches techniques des différents produits et/ou matériaux utilisés sur le chantier,
- Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD),
 - Les plans de repérage des interventions,
 - Tous documents photographiques avant et après,
 - Les fiches techniques des différents produits et/ou matériaux utilisés sur le chantier,
 - Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD),
 - Les rapports sanitaires...

Pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 30 000 € HT :

Dans le délai d'un mois après la validation par le Maître d'œuvre, l'entreprise titulaire du marché remettra au Maître d'ouvrage une série complète de plans et documents conformes à l'exécution, constituant le dossier des ouvrages exécutés.

Pour rappel, toutes les documentations, spécifications, et notes techniques sont rédigées en langue française. Ces dossiers sont à remettre, après validation finale, en autant d'exemplaires que demandés dans le CCTP.

L'exemplaire numérique du DOE comprend l'ensemble des documents, y compris les pièces graphiques (aux formats DWG ou DXF et PDF), organisés à l'identique de la version « papier ».

Doivent notamment être joints au DOE les documents suivants (liste non exhaustive) :

- les fiches des contrôles et essais internes effectués pendant travaux,
- les procès-verbaux d'essais, établis suivant les modèles figurant dans le document technique en vigueur,
- les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essais et de mise en service, délivrés par les services publics ou concédés,
- les attestations de conformité ou de procès-verbaux d'essais de réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
- les schémas, plans d'ensemble ou de détail des ouvrages des installations et des matériels,
- notices et guides de fonctionnement, de conduite, de maintenance et d'entretien des installations et des matériels, en langue française,
- la nomenclature des pièces de rechange avec désignation complète, références, fournisseurs et adresses,
- les notes de calculs,
- les notices techniques de matériels,

Présentation :

- a) Documents papier : Tous les documents seront remis au format A4 (les documents d'un format supérieur seront pliés au format A4). Les couvertures des classeurs, chemises et autres seront identifiées par une feuille au format A4 collée comportant l'identification du Maître d'ouvrage.
- b) Plans : Tous les plans seront aux formats normalisés : A0 – A1 – A2 – A3 – A4 (les documents d'un format supérieur seront pliés au format A4). L'entreprise s'assurera de la conformité des plans et schémas avec l'ouvrage exécuté. Les plans devront être à une échelle normalisée et lisible.
- c) Repérage des DOE : Le repérage des DOE doit être cohérent avec la codification des documents émis au cours de la construction. Ils doivent porter le cachet : « DOE conforme à l'exécution » la date et le visa du Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs ont l'obligation d'instruire et de former pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service de l'établissement. Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. Cette formation peut intervenir durant le délai global d'exécution et/ou pendant la période de garantie à l'initiative du Maître d'ouvrage.

8.2.4. Etudes de synthèse

Sans objet.

8.2.5. Procédure des visas

Le Maître d'œuvre vise les plans sous l'angle de la conformité des études d'exécution au dossier marché. En conséquence :

- le visa des plans d'exécution par le Maître d'œuvre ne peut être interprété comme une acceptation de règlement de travaux supplémentaires ou de modifications que le titulaire a pu y faire figurer, ni comme l'entérinement d'ajustements ou de changements du montant du de l'accord-cadre, du délai d'exécution et/ou de toute date jalon, ou de toutes autres dispositions de l'accord-cadre
- le visa d'un plan d'exécution ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou omissions que ce plan peut contenir, l'exécution correcte des ouvrages ou la fourniture des matériaux ou les travaux requis par le marché comme indiqué sur ce plan de détail d'exécution ou plan d'atelier ou de chantier.

8.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

L'entrepreneur est réputé s'être informé auprès des services de l'inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre, les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total d'ouvriers de la même catégorie employés par une entreprise donnée sur le chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et le maximum de réduction possible de leur salaire sera également conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire a l'obligation de remettre au pouvoir adjudicateur :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée tous les six (6) mois par le Titulaire par l'envoi (électronique) :

- d'une attestation de fourniture de déclarations sociales de moins de 6 mois,
- d'un extrait KBis de moins de 3 mois ou carte d'identification du RM

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

8.4. ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8.4.1. Caractéristiques de l'installation de chantier

Les emplacements nécessaires sont mis gratuitement à la disposition de l'entreprise pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Cette facilité est donnée par le maître d'ouvrage à la condition que les lieux soient remis en état à l'identique à l'issue du chantier.

Les demandes de branchements et les travaux préliminaires utiles à la réalisation des installations de chantier et des travaux sont dus par le titulaire.

Les fluides concernés sont en particulier :

- téléphone,
- branchements provisoires de l'égout, avec le cas échéant prise en compte des contraintes de rejet (débits, filtration...),
- réseau provisoire d'eau, y compris raccordement,

- évacuation provisoire des eaux pluviales,
- réseaux provisoires d'électricité y compris raccordement.

Les installations nécessaires au chantier en dehors des zones définies ci-dessus seront réalisées par le titulaire après obtention par celui-ci de toutes les autorisations nécessaires et acquittement des taxes ou coûts éventuels de toute nature dans le cadre du forfait.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur

Responsabilité de l'entreprise : L'entrepreneur sera entièrement responsable de tous les accidents corporels, de tous les éboulements qui pourront survenir, de tous les dommages que pourraient éprouver les riverains, les ouvrages d'art, les ouvrages souterrains, publics ou privés, les canalisations de toutes sortes, les détériorations survenant aux existants sans restriction et plus particulièrement au revêtement d'étanchéité, aux accessoires de toiture tels qu'exutoires de fumées, des accidents qui pourraient arriver sur la voie publique du fait des travaux s'il n'a pas dénoncé dans son mémoire à fournir, à l'appui de son offre, les conséquences dommageables possibles résultant de la conduite ou des modalités découlant des stipulations du marché.

Journal de chantier : L'entrepreneur est tenu d'ouvrir, dès le démarrage des travaux de la première commande, un journal de chantier sur lequel seront consignés tous les renseignements relatifs au suivi des chantiers correspondant à tous les bons de commandes qui seront passés dans le cadre de son accord-cadre et en particulier :

- le détail des équipes travaillant sur le site avec leurs tâches particulières et les noms des personnels,
- l'avancement et les cadences des divers travaux,
- la nature et la cause des arrêts de chantier,
- les contrôles effectués par lui-même.

Organisation du chantier : Dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la date de démarrage des prestations figurant dans le bon de commande, chaque entrepreneur devra soumettre, à l'approbation de la maîtrise d'œuvre, et du coordonnateur SPS, son plan d'organisation de chantier.

L'approbation de ce plan n'atténuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

L'organisation du chantier devra tenir compte des instructions données par les différentes administrations, concessionnaires.

L'entrepreneur sera tenu d'obtenir sur place tous les renseignements nécessaires à l'installation du chantier, tels que voies d'accès, nature du sol, tracé, etc.

L'entrepreneur devra obtenir soit auprès des administrations locales, soit auprès des particuliers, les emplacements qui lui seraient nécessaires en dehors de ceux qui lui seront éventuellement alloués.

Chaque entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions et difficultés d'exécution de ce travail sans restriction à partir du moment où il a répondu à l'appel d'offres et accepte la commande.

Pour chaque bon de commande, l'entrepreneur devra la remise en état dans les conditions initiales des chaussées d'accès au chantier et la réfection de tous les ouvrages, qui auraient pu être endommagés, toutes les indemnités qui pourraient être demandées pour interruption d'un service sont à sa charge.

Programme d'exécution des travaux : L'entrepreneur devra soumettre au maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la date de démarrage des prestations figurant dans le bon de commande. La maîtrise d'œuvre retournera ce programme à l'entrepreneur, soit revêtu de son visa, soit s'il y a lieu, accompagné de ses observations, dans un délai maximal de 10 jours calendaires.

Projet des installations de chantier : Dans un délai de 15 jours calendaires, à compter de la date de démarrage des prestations figurant dans le bon de commande, l'entrepreneur soumettra, au visa du maître d'ouvrage et maître d'œuvre, le projet de ses installations de chantier accompagné de plans nécessaires d'évolution des matériels.

Lieu de décharge : Les matériaux non réutilisables seront évacués en un lieu de décharge situé hors du chantier et laissé au choix de l'entrepreneur. Avant toute mise en dépôt, l'entrepreneur devra effectuer les démarches pour obtenir les accords préalables nécessaires régis par la réglementation en vigueur, les indemnités éventuelles à verser restant à sa charge.

Matériel sur le chantier : L'entrepreneur remet au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS la liste du matériel qu'il s'engage à mettre sur le chantier dès la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, pour exécuter les travaux dans les délais prévus.

Le Maître d'œuvre pourra exiger que ce matériel soit complété, s'il se révèle qu'il ne permet pas le respect du planning d'avancement. L'entrepreneur devra accroître ses moyens sur le chantier dès qu'un retard de plus de trois jours sera apparu par rapport au planning initial d'avancement.

L'entrepreneur justifiera les possibilités du matériel qu'il compte mettre sur le chantier en rapport avec le programme d'exécution qu'il aura établi.

8.4.2. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

8.4.2.1. Cantonnement de chantier

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eaux, d'électricité et d'éclairage de confort et de sécurité. Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier doivent être toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

8.4.2.2. Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le chantier est soumis aux dispositions du Code du travail, notamment au sein de son Titre III : Bâtiment et génie civil, Chapitre 2 Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

8.4.2.3. Mission du Coordonnateur SPS désigné par le Maître de l'Ouvrage.

Suivant la nature et l'importance des prestations objet du bon de commande et/ou en cas d'interventions de plusieurs entreprises sur un même site, le Maître d'ouvrage confiera à un organisme spécialisé une mission de Coordination en matière de Sécurité et de protection de la Santé (CSPS).

Le coordonnateur SPS a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés à l'article L.4121-1 à L.4121-5 du Code du Travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier.

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle de l'entreprise, des cotraitants et sous-traitants.

L'entreprise doit permettre au coordonnateur SPS d'exercer sa mission telle que définie par les textes mentionnés ci-dessus relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre. Il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le maître d'ouvrage. Il organise avec le maître d'œuvre et avec chaque entreprise les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. L'entreprise transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant l'hygiène et la sécurité.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du coordonnateur, du PGC ou du PPSPS peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux avec l'application des pénalités de retard pour non-respect du calendrier prévisionnel.

Le respect de ces dispositions s'impose également aux sous-traitants.

8.4.2.4. Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)

Le chantier est soumis à l'obligation du PGC, conformément aux dispositions du Code du travail relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce PGC, établi par le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, est joint au marché.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitant (s) doit remettre à celui-ci (ceux-ci) un exemplaire du PGC.

8.4.2.5. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 4 du chapitre II du titre III du livre V de la quatrième partie du Code du travail (article L.4532-9 ; se reporter aux articles R.4532-56 à R.4532-76 pour la partie réglementaire).

L'entrepreneur (et chacun de ses sous-traitants éventuels) doit procéder et participer avec le coordonnateur SPS à l'inspection commune puis établir et diffuser le PPSPS dans le délai prévu à l'article 8.1 du présent CCAP. A défaut, la pénalité prévue à l'article 4.2. ci avant sera appliquée. Un exemplaire, à jour, du PPSPS doit être tenu disponible en permanence sur le chantier.

Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le titulaire pour établir le PPSPS et le remettre au coordonnateur SPS. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste des travaux comportant des risques particuliers, prévue par L.4532-8 du Code du Travail.

8.4.2.6. Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet.

8.4.2.7. Dispositions relatives au DIUO

Le cas échéant, en cours de chantier, et dès que les dispositions nécessaires sont arrêtées, chaque entrepreneur en tant que connaissant l'étendue et la qualité de ses ouvrages, est tenu de définir, réunir et transmettre au coordonnateur SPS en 3 exemplaires, les éléments nécessaires à la constitution du « dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage » (DIUO).

Dès que possible et avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur mettra à la disposition du maître d'ouvrage, en plus des exemplaires qui lui sont destinés, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés destiné à être joint au DIUO.

8.5. ETAT DES LIEUX

Cf. article 02.00 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Au cas où l'entrepreneur, dûment convoqué, n'assisterait pas à cet état des lieux, il serait réputé l'accepter sans réserve et ne pourrait porter aucune réclamation ultérieure fondée sur ce document.

8.6. DEGRADATIONS SUR EXISTANT

L'entrepreneur prendra soin de faire constater au maître d'œuvre les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le maître d'œuvre fera faire les réparations nécessaires. Les frais de réparation seront imputés à l'entrepreneur.

8.7. EXECUTION DES TRAVAUX

En complément des dispositions de l'article 01.14.07 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, l'entrepreneur assiste aux rendez-vous de chantier, dont la fréquence sera fixée à l'ouverture du chantier. A titre indicatif, il est prévu une réunion de chantier hebdomadaire.

Il est tenu également d'assister aux rendez-vous exceptionnels organisés hors de ceux précités et pour lesquels il sera régulièrement convoqué.

Il est tenu sur chaque chantier un cahier de chantier sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux de rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des présents, et sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

L'entrepreneur est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après et ce, sans préjudice des pénalités citées dans le présent CCAP.

La liste des personnes devant représenter l'entreprise sera soumise, pendant la période de préparation, à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution, des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

De plus, des réunions seront éventuellement organisées avec le bureau de contrôle, le coordonnateur SPS, et le coordonnateur SSI. L'entrepreneur devra également y participer.

Les réunions, discussions ainsi que les correspondances se dérouleront en français. Il appartient à l'entrepreneur de désigner une personne ayant la maîtrise de la langue française.

L'organisateur de la réunion établira le compte rendu de cette réunion.

8.8. OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public et les permissions de voirie devront être demandées par l'entrepreneur à l'autorité compétente et les indemnités seront à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

Des itinéraires obligatoires pour la circulation des véhicules peuvent être imposés par l'autorité compétente pour la desserte du chantier. Ils sont indiqués à l'entrepreneur avant démarrage du chantier. Au cours des travaux, ces itinéraires peuvent être modifiés selon les besoins et notifiés à l'entrepreneur sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

8.9. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies et ouvrages publics et privés seront à la charge de l'entrepreneur responsable.

Si un doute important existe quant au responsable de la dégradation, cette responsabilité sera supposée collective et les frais de réparation seront répartis entre l'ensemble des titulaires en présence sur le chantier antérieurement à la constatation de la dégradation ou concomitamment à celle-ci.

8.10. PROTECTION

8.10.1. Protection des existants et avoisinants

Cf. article 02.03 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

8.10.2. Protection des ouvrages exécutés

Cf. article 01.14.01 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

8.11. RESPONSABILITE DES OUVRAGES (DETERIORATIONS OU VOL)

L'entreprise est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Il est formellement convenu que la responsabilité du maître de l'ouvrage ne pourra en aucun cas être recherchée pour notamment, vol, disparition ou vandalisme/détérioration survenus au préjudice de l'entreprise sur ses ouvrages, matériels et/ou installations et ce, jusqu'à réception de l'ouvrage et levée de toutes les réserves.

Il appartient en effet à l'entreprise de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde de ses ouvrages comme des installations et/ou matériels dans le temps de ses obligations contractuelles.

Les mesures adoptées par l'entreprise, ne doivent jamais constituer une gêne pour l'avancement du chantier. Les dégradations inhérentes au chantier, telles que chaussées maculées aux abords de celui-ci, dégradations sur les voies publiques ou privées les desservant doivent être réparées sans délai par l'entreprise.

8.12. NETTOYAGES

Cf. article 01.14.01 et 02 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

8.13. PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SUR LE SITE

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter les souillures et pollution pouvant provoquer une dégradation du site et de son environnement (espace ou voirie, réseaux). Tous travaux de remise en état dus au non-respect de cette prescription seront à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, l'entrepreneur devra prendre, à ses frais, risque et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ses moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne, imposée aux usagers et aux riverains.

Le maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur soit, après concertation avec l'entrepreneur, toute autre modification d'organisation susceptible de réduire ces nuisances.

8.14. COMPTE DES DEPENSES COMMUNES (COMPTE PRORATA)

Sans objet.

ARTICLE 9 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Cf. article 01.14.06 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 38 du CCAG-Travaux, si le Maître d'œuvre, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, demande pour les ouvrages des essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans les documents contractuels de l'accord-cadre, ils sont à la charge du Maître d'Ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entrepreneur, et à la charge de celui-ci dans le cas contraire.

9.2. RECEPTION – LEVEES DES RESERVES

9.2.1. Réception

Pour les bons de commande dont le montant est inférieur ou égal à 30 000 € HT :

La réception des travaux de chaque bon de commande sera prononcée par le Maître d'ouvrage à leur achèvement.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG- Travaux, les formalités de réception consisteront au seul constat opéré par le Maître d'œuvre après convocation du titulaire, au plus tard, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution des prestations, que lesdites prestations ont bien été exécutées en conformité aux prescriptions du bon de commande.

Ce constat de bonne exécution des travaux donne lieu à une décision de réception notifiée au titulaire, précisant la date retenue pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où, à l'expiration du délai d'exécution fixé dans le bon de commande, il serait constaté que les prestations ne sont pas conformes ou ne sont pas encore achevées, les pénalités pour retard commenceront à courir de plein droit. Le maître d'ouvrage avise alors le titulaire du délai qui lui est laissé pour parfaire ou achever les prestations.

Si les prestations ne sont pas en état d'être admises à l'expiration de ce nouveau délai, le Maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire ou proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si l'entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est alors prononcée.

Pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 30 000 € HT :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux sont applicables.

9.2.2. Opérations préalables à la réception (OPR)

En complément de l'article précédent et conformément à l'article 41.2 du CCAG-Travaux, le constat consistera, en tant que de besoin à :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

L'éventuel calendrier d'exécution joint au bon de commande, ou à défaut le délai global d'exécution précisé par celui-ci, fixe la durée de la période pendant laquelle l'entrepreneur est tenu de :

- s'assurer que les travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le maître de l'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut prendre toute mesure corrective en accord avec le maître d'œuvre pour satisfaire aux exigences de la livraison,
- mettre à la disposition du maître d'œuvre, le personnel nécessaire à la composition d'une équipe de finitions généralement constituée d'ouvriers de chaque spécialité pour exécution, sous la direction d'un responsable désigné par le maître d'œuvre, des tâches de finitions et parachèvements,
- constituer, pour les remettre au maître de l'ouvrage, ainsi qu'il est dit à l'article 8.2.3 ci-avant, le dossier des ouvrages exécutés,
- signaler aux administrations, organismes et services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de terminaison de chacune de ses interventions,
- effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu,
- se procurer et remplir les formulaires utiles, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés,
- se tenir enfin à la disposition du maître d'œuvre, pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux ainsi que la satisfaction aux spécifications du présent article devant permettre la demande au maître de l'ouvrage de la réception.

9.2.3. Levées des réserves

L'entrepreneur est tenu, dès constatation d'une réserve à la réception ou durant la période visée à l'article 1792-6 du Code Civil et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, de faire toute diligence pour procéder à la levée de ladite réserve.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal de réception ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront exécutés par les moyens les plus rapides, dans le respect des dispositions de l'accord-cadre et de manière que la gêne ou le risque

pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités de remise en état doivent en tout état de cause faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage et se déroulera dans le respect du règlement intérieur de fonctionnement de l'établissement.

En outre, si diligence n'est pas faite pour procéder à ces travaux, ou dès expiration du délai prévu pour leur réalisation s'ils ne sont pas terminés à cette date, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter lui-même aux frais et risques de l'entrepreneur après mise en demeure par lettre recommandée restée sans réponse.

Tous les frais liés directement ou indirectement à ces travaux sont à la charge de l'entrepreneur défaillant, y compris de déplacement et de séjour de l'entreprise suppléante.

NOTA : Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai de garantie n'est pas subordonnée à une décision du maître d'ouvrage. Elle est acquise jusqu'à complète exécution des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6.

9.3. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

En cas de mise à disposition ou de prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-Travaux.

En complément des dispositions de l'article 43.2 du CCAG-Travaux et préalablement à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera procédé à un constat d'achèvement desdits travaux en présence de l'entrepreneur, du maître d'œuvre dûment convoqués par le maître d'ouvrage.

9.4. RECEPTIONS PARTIELLES

Des réceptions partielles pour des ouvrages bien identifiés pourront être prononcées à l'achèvement de ces ouvrages ou parties d'ouvrages dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG – Travaux. Les procédures seront identiques à celles de la réception unique. De plus, si le besoin s'en fait sentir, d'autres réceptions partielles pourront être opérées, notamment pour les ouvrages extérieurs.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

10.1. RESPONSABILITES

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties fondées sur les principes édictés par les articles 1231-1 et suivants, 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code civil et des risques mis à sa charge par l'article 1788 du Code civil.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

10.2. ASSURANCES

10.2.1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes

L'entreprise ainsi que les cotraitants ou sous-traitants déclarent qu'ils sont titulaires des garanties couvrant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances,
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception,

- la garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du Code Civil,
- les dommages immatériels consécutifs après réception.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, qui non totalement incorporées dans l'ouvrage neuf en deviennent techniquement divisibles.

En cas de travaux dits de techniques non courantes (techniques nouvelles ou non normalisées et/ou travaux de spécialités ou de caractère exceptionnel), chaque entreprise devra obtenir pour elle-même et ses sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux ou procédés de technique non courante, chaque fois que les travaux de son lot concernent l'une des spécialités suivantes :

- puits en terrain difficile,
- consolidation des sols de fondations,
- revêtements de sols (plastiques, textiles et assimilés),
- canalisations de chauffage classé "bâtiment " et réalisée en dehors des bâtiments,
- chemisage et tubage,
- calfeutrement de joints de construction,
- ainsi que toutes autres spécialités prévues dans ce domaine par l'usage des assureurs de responsabilité décennale.

10.2.2. Autres assurances individuelles

L'entreprise ainsi que les cotraitants ou sous-traitants déclarent qu'ils sont titulaires des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol.

10.2.3. Dispositions communes aux articles 10.2.1 et 10.2.2

➤ Attestations

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise ainsi que les cotraitants, sous-traitants et fabricants doivent justifier au moyen d'une attestation originale de l'assureur qu'ils sont bien titulaires des garanties énoncées ci-dessus aux articles 10. 2.1 et 10.2.2.

➤ E-attestations

La preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être apportée tous les six (6) mois par le Titulaire par l'envoi (électronique) :

- d'une attestation de fourniture de déclarations sociales de moins de 6 mois ;
- d'un extrait KBis de moins de 3 mois ou carte d'identification du répertoire des métiers (RM).

Dans le cadre des obligations légales, le Centre des monuments nationaux envisage de souscrire, à compter de 2016, à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

➤ **Mandataire en cas de groupement d'entreprises**

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même accord-cadre le mandataire commun devra produire une attestation le couvrant pour la responsabilité qui lui incombe du fait de sa mission particulière de mandataire commun.

➤ **Modifications aux contrats d'assurances**

L'entreprise devra signaler au maître d'ouvrage toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

L'entreprise s'engage, de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

➤ **Garanties insuffisantes ou absence de garanties**

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou pour celui de ses cotraitants, sous-traitants et fabricants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le titulaire.

➤ **Prise d'effet des garanties**

L'ensemble des garanties doit prendre effet dès la signature du présent accord-cadre

À tout moment, sur simple demande du maître d'ouvrage et/ou en tout cas, spontanément, à chaque échéance annuelle, l'entreprise devra lui justifier ses assurances et le paiement de ses primes, ainsi que celles de ses cotraitants, sous-traitants et fabricants.

Aucun paiement de situation ne sera effectué par le maître d'ouvrage en l'absence de production des différentes polices souscrites.

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux articles 10.2.1 et 10.2.2 constituent un préalable à l'exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, le maître d'ouvrage a la possibilité, en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations et hormis la souscription par lui d'une assurance complémentaire à la charge du titulaire, de résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

11.1 CONFIDENTIALITE

Le titulaire a une obligation de confidentialité.

En complément des dispositions de l'article 5.1.1 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à tenir pour confidentiel tout élément, renseignement, document, information quelle qu'en soit la forme dont il aurait connaissance de quelque moyen que ce soit dans le cadre de l'exécution de ses prestations et de l'obtention de quelconque résultat que ce soit. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable exprès du maître d'ouvrage.

De plus, toute communication sous quelque forme que ce soit concernant l'exécution de ses prestations et/ou l'opération et/ou le monument concerné à des fins de démonstration, communication et/ou de promotion, sans l'accord préalable du Centre des monuments nationaux est interdite. Le Centre des Monuments Nationaux pourra alors transmettre au titulaire le dossier de presse de l'établissement sur l'opération le cas échéant.

Dans le cadre de toute communication, le titulaire s'engage à ce que le Centre des Monuments Nationaux soit nommé en tant que maître d'ouvrage de l'opération. Par ailleurs, avant diffusion, tout communiqué diffusé par le titulaire sera relu par le service de presse du Centre des Monuments Nationaux (presse@monuments-nationaux.fr). Si le titulaire souhaite illustrer sa communication par des photos du Monument, il devra utiliser les images fournies par le Centre des monuments nationaux.

Le titulaire est autorisé à mentionner le Centre des monuments nationaux et / ou Les fortifications de la cité de Carcassonne dans le cadre de ses références, en mentionnant le nom de l'opération, le lot attribué, le nom de maître d'ouvrage et le nom du maître d'œuvre.

Dans le cas où le Centre des monuments nationaux répond favorablement à la demande du titulaire, celui-ci doit faire apparaître la mention suivante : « prestations réalisées dans le cadre d'une opération *nom à préciser* – Maîtrise d'ouvrage : Centre des monuments nationaux » et, le cas échéant, créditer les images de la façon suivante : « © Nom du titulaire - Centre des monuments nationaux ».

Dans le cas où la communication serait effectuée via les réseaux sociaux, le titulaire s'engage à mentionner dans ses publications :

- Sur Facebook, la page officielle du Centre des monuments nationaux : [facebook.com/lecmn](https://www.facebook.com/lecmn)
- Sur Twitter, le compte officiel du Centre des monuments nationaux : @leCMN
- Sur Instagram, le compte officiel du Centre des monuments nationaux : @leCMN
- Sur tout autre plate-forme, la mention suivante en légende ou description :

« prestations réalisées dans le cadre d'une *nom de l'opération* – Maîtrise d'ouvrage : Centre des monuments nationaux » et, le cas échéant, créditer les images de la façon suivante : « © Nom du titulaire - Centre des monuments nationaux ».

Il est à noter que tout dispositif spécifique de communication impliquant les médias numériques (notamment la diffusion en direct, la création de gifs, stories, etc.) répond aux mêmes exigences mentionnées ci-dessus de l'autorisation aux mentions obligatoires.

11.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement pour le compte du maître d'ouvrage, pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 12 – RESILIATION

Si l'accord-cadre est résilié par l'application des articles 49 à 54 du CCAG – Travaux, le maître de l'ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements, installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

La résiliation de l'accord-cadre par application des articles 52.2 et 52.3 du CCAG – Travaux est prononcée aux frais et risques de l'entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre résilié.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître de l'ouvrage que le différend soit soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable

ARTICLE 14 – CLAUSE DIVERSTE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

14.1 QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

14.2. DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexées au règlement de la consultation (annexe 2 et 3).

14.3. COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS APORTEES AU CCAG PAR LE PRESENT CCAP

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-Travaux il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.

ANNEXE RELATIVE AU SERVICE D'ECHANGE ELECTRONIQUE DE GESTION FINANCIERE DES TRAVAUX

La présente annexe au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre par la société **EPICTURE** en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations de travaux des entreprises titulaires d'un marché.

1 – OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- de gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- d'éviter les litiges ou retards :
 - o en sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - o en standardisant la présentation des documents,
 - o en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- de réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

2 – OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

2.1. Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés,
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct),
- Il valide les DPGF et/ou BPU des entreprises vérifiés par la Maîtrise d'œuvre ainsi que les situations de travaux (validation valant "attestation de service fait"), après contrôle du Maître d'œuvre.

2.2. Le Maître d'œuvre

- Il vise pour accord les DPGF, les BPU et, chaque mois, les situations de travaux des entreprises, pour les lots dont il a la charge.

2.3. L'Entreprise

- Elle consulte les conditions financières de son marché puis enregistre sur écran la DPGF ou le BPU correspondant à son corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour le marché initial et les éventuels travaux modificatifs,
- Elle présente ses situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants,
- Si nécessaire, elle signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.

2.4. Dates de saisies des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés,
- Mise au point des DPGF/BPU de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF/BPU dans les 25 jours suivant la notification du marché,
- Situations de travaux :

- L'entreprise les présente sur EDIFLEX,
- La Maîtrise d'Œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8,
- Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

2.5. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Chaque intervenant veillera à mettre à jour son adresse « mail » sur sa « fiche abonné » afin de recevoir les messages d'alerte émis par le serveur EDIFLEX.

Les situations de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement, telle est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (DGD), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés dans leur comptabilité selon les exigences légales.

2.6. Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation. **Toutefois, en cas d'impossibilité d'assister à la formation, le code d'accès pourra être obtenu en contactant la hotline au 01 44 41 02 24**

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

Dès que l'entreprise aura envoyé son projet de décompte final sur le service EDIFLEX et que celui-ci aura été accepté par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Dès que le Maître d'œuvre aura vérifié le dernier projet de décompte final de la dernière entreprise sur le service EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Pour le Maître d'ouvrage, l'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsqu'il aura validé et édité les DGD (Décomptes généraux définitifs) et qu'il aura récupéré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage au prestataire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

2.7. Rôle de la société EPICTURE

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00).

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société **EPICTURE** sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société **EPICTURE** s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

3 – TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et messagerie électronique.

4 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

4.1. Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

4.2. Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

4.3. Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

4.4. Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

4.5. Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service **EDIFLEX** de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société **EPICTURE** ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

5 – FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'Ouvrage. L'abonnement au service comprend :

- l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- la participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention),
- la mise à disposition des manuels-utilisateurs, code d'accès et mot de passe,
- l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

6 – ARTICLES DU CCAG – TRAVAUX AUXQUELS DEROGES LA PRESENTE ANNEXE AU CCAP

- Article 3 : *Obligations générales des parties*

Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi. Ces dates valent accusé de réception pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

- Article 12 : *Modalités de règlement des comptes*

Les décomptes (dont décompte final) sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées... tel que mentionné dans cet article 12 du CCAG.